

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 2 au 8 novembre 2005

---

édito:

**lutter, proposer, construire**

articles:

**PCF/DOUZE PROPOSITIONS**

**pour changer la vie**

**PRIVATISATION DE L'ÉNERGIE**

**chez les voisins, c'est la CATA !**

**BUDGET 2006**

**explosion des inégalités**

**SARKOZY, POMPIER INCENDIAIRE**

**Marie-George Buffet dénonce ses visées  
politiciennes**

# Lutter, proposer, construire

Le rassemblement des salariés-e-s en lutte, samedi 22 octobre, Halle Carpentier, à Paris, à l'initiative du PCF, fut d'abord un moment fort de solidarité. Avec les salariés en lutte de Nestlé, de la SNCF ou d'EDF; avec les sans-papiers ; avec les victimes de la répression antisyndicale ; avec les démunis d'ici et d'ailleurs.

Au terme de la rencontre, Marie-George Buffet a énoncé douze propositions, audacieuses, réalistes, populaires, pour répondre aux aspirations et aux besoins exprimés dans les luttes, pour commencer à changer la vie, " douze travaux pour une gauche renouvelée !" a-t-elle dit. Elles portent tout à la fois sur l'utilisation de l'argent, l'éradication du chômage, un système de " sécurité d'emploi et de formation ", la reconquête et la conquête de grands services publics, une véritable protection sociale, une action résolue contre la misère, une véritable protection de l'environnement, la ferme défense des libertés, l'essor de l'école et de la culture, le changement des institutions, une réponse progressistes au défi de la mondialisation.

Autant de propositions qui vont servir, qui servent déjà de bases de discussion aux 1000 forums que les communistes organisent cet automne dans le pays. Parce qu'ils veulent ouvrir le jeu politique à gauche, rendre notre peuple maître de son destin, engager une dynamique sociale et politique. Comment résister plus efficacement ? Quel contenu donner aux transformations nécessaires ? Quelles sont les conditions politiques de leur réalisation ? Ces questions sont au cœur des luttes actuelles – et notamment du meeting unitaire contre la privatisation d'EDF le 8 novembre à la Mutualité ; au cœur aussi des forums.

Les communistes s'adressent à celles et à ceux qui ont " fait " le 29 mai : les ouvriers, les employés, les salariés, les chômeurs, les jeunes, les électrices et électeurs de gauche. Ils invitent toutes les organisations de gauche car il s'agit de construire le programme politique que la gauche doit se donner pour résister à la droite, la battre et ouvrir une alternative politique au libéralisme. Un grand travail sur lequel, le 26 novembre, le PCF fera le point, en réunissant, au plan national, les représentant-e-s de ces forums chargés de définir ce que doit être une politique nouvelle ■

## PCF/ DOUZE PROPOSITIONS

# pour changer la vie

### **Aller chercher l'argent là où il est et le rendre utile**

Augmenter les impôts des grandes fortunes ; baisser les impôts des plus pauvres ; faire de l'impôt sur les sociétés un impôt intelligent, modulable en fonction de la politique de l'entreprise ; taxer les produits financiers ; soumettre les actifs de la finance et des banques à la taxe professionnelle ; une nouvelle politique monétaire ; une nouvelle politique du crédit ; un pôle bancaire public.

### **Écrire de nouvelles pages du Code du travail**

Donner de nouveaux droits aux salariés, le droit de contester les plans de licenciements, le droit de saisine du juge avec un moratoire déclenchée par les salariés ; il faut une sorte d'ingérence légitime, d'intervention des salariés, des élus ; organiser un Grenelle des salaires.

### **Éradiquer le chômage**

Mettre en place une véritable sécurité d'emploi et de formation ; une allocation d'autonomie pour les jeunes.

### **Reconquérir et conquérir de grands services publics**

Ils seront démocratisés, étendus, efficaces. Dans les transports, l'énergie, l'eau, le logement, la petite enfance ; défendre EDF ; changer la composition des conseils d'administration ; travailler à des coopérations européennes et internationales.

### **Reconstruire un système de protection sociale de haut niveau**

Abroger les lois iniques de la droite ; retraite à 60 ans avec 37 annuités et demi ; prise en charge à 100% des soins pour tous ; droit au travail pour les personnes handicapées, des allocations décentes ; fin de la chasse aux chômeurs ; des indemnités dignes et durables ; prise en charge du risque dépendance ; rétablir la démocratie sociale

### **Agir contre la misère**

Création d'un service public national du logement ; interdiction des coupures d'eau et d'électricité, des expulsions ; suppression des contrats précaires, le temps partiel ; augmenter les allocations

de solidarité et d'insertion ; renforcer les structures de réinsertion

### **Protéger l'environnement**

Des prix rémunérateurs pour les agriculteurs ; commerce équitable ; pour les exploitations familiales, contre les multinationales ; pour une agriculture de qualité ; contre les essais OGM en plein champ ; investir dans la recherche

### **Développer les libertés individuelles et collectives**

Assez de la surenchère de la répression ; pour une police de proximité et une justice avec de vrais moyens ; contre la justice à deux vitesses ; pour la présomption d'innocence ; pour une justice indépendante, forte, collégiale ; développer l'inspection du travail ; contre les discriminations sexistes, l'homophobie ; le respect du droit d'asile

### **Assurer l'égalité hommes/femmes**

Pour l'égalité salariale, l'égalité professionnelle, le droit à l'avortement, le remboursement de la contraception, contre les violences faites aux femmes, contre la marchandisation des corps ; pour la parité réelle en politique.

### **Investir dans l'éducation et la culture**

Développer les missions de l'école pour tous, gratuité totale de l'enseignement, intégration de personnels qualifiés, améliorer le suivi des élèves, recruter des enseignants, porter à 7% le budget de l'Éducation ; relancer l'éducation populaire ; développer la pratique du sport, des arts ; protéger, encourager la création, reconstituer un pôle public de la recherche

### **Aller vers une VIe République**

Le rôle réduit du président, la proportionnelle ; l'association des citoyens aux décisions ; rôle accrue de l'Assemblée ; droit de pétition ; droit de vote des étrangers résidents

### **Faire face aux défis de la mondialisation**

Au plan européen, respecter le verdict du 29 mai ; pour une autre Europe ; pour la régularisation des migrants ; pour la recherche du vivre ensemble et d'un développement solidaire ; réorienter les institutions internationales et les démocratiser ■

## PRIVATISATION DE L'ENERGIE

# chez les voisins, c'est la CATA !

**Une mobilisation d'ampleur autour d'EDF s'organise, avec notamment la tenue du meeting unitaire de la Mutualité le 8 novembre.**

Sur cette question de la privatisation de l'énergie, un rapide bilan des expériences dans d'autres pays est éloquent.

En Californie, le secteur de l'énergie a été ouvert à la concurrence dans les années 90. Résultat ? Doublement des factures et, dans le même temps, multiplication des coupures de courant. Au point que la Californie, cinquième puissance économique mondiale, s'est trouvée au début des années 2000 dans une situation proche de Bagdad après la chute de Saddam, notèrent les experts. "La dérégulation a créé un monstre", explique Harvey Rosenfield, de la Fondation pour les droits des consommateurs à Santa Monica. Les cours de l'électricité sur le marché de gros se sont envolés ; des producteurs et intermédiaires comme Enron – devenu firme symbole de la corruption libérale – ou Reliant Resources ont manipulé le marché pour faire monter les prix. Ils fermaient par exemple des centrales prétendument pour des opérations de maintenance alors que la demande d'énergie était forte. Les experts du MIT (Massachusetts Institute of Technology) estiment qu'au moins un tiers de la hausse des prix de l'électricité en Californie a été liée aux manipulations du marché. Et dans un rapport récent, l'autorité fédérale de régulation de l'énergie observe que "des entreprises ont menti sur le prix du gaz naturel, établi des stratégies commerciales malhonnêtes sur

l'électricité et grossièrement surfacturé la Californie quand les ressources en énergie étaient faibles. Le résultat a été des mois de chaos".

Mi-août 2003, rappelons encore qu'une énorme panne d'électricité a touché tout l'Est des États-Unis et le Canada.

Même chose ou presque en Grande-Bretagne, laquelle a connu des coupures d'électricité nombreuses, qui ont affecté par exemple Londres et provoqué un chaos indescriptible dans les transports, les gens se trouvant coincés dans les trains, le métro, sans parler de l'absence de feux rouges ! Diter Heim, économiste de l'Université d'Oxford estime que "sans une nouvelle politique énergétique, le Royaume-Uni aura des problèmes d'alimentation dès 2006".

Même chose en Italie, qui a connu il n'y a pas si longtemps une gigantesque panne d'électricité qui a plongé tout le pays dans le noir, entraînant un chaos monstre dans les transports en commun. Un black-out sans précédent, qui a totalement bloqué le réseau ferroviaire ; des groupes électrogènes ont dû être mis en service dans les hôpitaux.

Même chose en Belgique où, selon la Commission de régulation (CREG), les tarifs ont augmenté suite à la libéralisation totale des réseaux.

Bref, autant de précédents inquiétants qui, à défaut d'amener nos chantres de la privatisation d'EDF à un peu plus de prudence, donnent de solides arguments aux défenseurs du secteur et du service public ■

# explosion des inégalités

**Le budget 2006, c'est d'un côté, 250 millions d'euros de cadeaux pour 14 000 familles assujetties à l'ISF, soit 17 800 euros par famille, et de l'autre côté 5 euros/mois en moyenne pour les salariés touchant la PPE.**

Et comme ça ne suffit pas, le pouvoir ajoute une exonération de l'ISF à hauteur de 75% pour des actions détenues pendant 6 ans dans l'entreprise. Pour la presse spécialisée, "les patrons, et notamment ceux du CAC 40, se frottent les mains". Évidemment, ils vont gagner chacun entre 300 et 800 000 euros. Mais ça ne suffit toujours pas. Alors, le gouvernement prépare une nouvelle exonération des plus-values d'actions; il prétend baisser l'IR. Coût : 3,5 milliards d'euros en 2007, mais 40 % des gains iront aux 10 % des ménages les plus riches. Il entend baisser l'IS. Coût : 500 millions d'euros pour le budget de l'État. Baisser aussi la TP. Cadeau de 3 milliards d'euros. Il exonère toujours plus les cotisations sociales patronales. Coût : 19 milliards d'euros, ce qui coûte à l'État une compensation en hausse de 41,5 %, tout cela pour des "résultats sur le chômage incertains" dit la Cour des Comptes.

Le pouvoir poursuit les mêmes recettes alors que son bilan depuis 3 ans et demi est édifiant : 230 000 chômeurs de plus; un nombre de Rmistes et de familles surendettés en progression; des demandes d'accès à la CMU en augmentation rapide. Les aides des associations caritatives, en forte croissance, sont en train de suppléer à l'insuffisance des organismes publics. Il y a en France aujourd'hui 7,2 millions personnes qui vivent avec moins de 700 euros/mois. Pourtant, nos concitoyens voient de plus en plus qu'il n'y a pas que les queues devant les Resto du Cœur qui augmentent, mais aussi le CAC 40. En 3 ans, les profits des grandes entreprises ont été multipliés par trois. Avec la palme pour Total, alors même que Bercy refuse de taxer ses profits illicites et de réduire la TIPP pour baisser le prix des carburants.

Ce pouvoir paie tous ces cadeaux en vendant le patrimoine national : les autoroutes; GDF, qui aura augmenté ses tarifs de plus de 20 % en 1 an; EDF, livrée aux intérêts privés. Il soutire 2 milliards d'euros à La Poste et explique aux maires des petites communes

qu'il faut fermer les bureaux de poste et faire payer la commune! Il compte prélever 350 millions d'euros sur la vente du patrimoine de RFF alors que plusieurs milliers de kilomètres du réseau ferré sont en très mauvais état. Il lance le pays, comme l'Union européenne d'ailleurs, dans une course suicidaire au dumping social et fiscal, à la liquidation des services publics, à la déréglementation tout azimut, sous prétexte de faire comme les autres.

Mais ça, c'est l'argument de ceux qui renoncent, de ceux qui ont décidé de céder devant les marchés financiers. C'est l'argument de ceux dont Joseph Stiglitz – prix Nobel d'Économie – dit : "En adoptant le langage de la déréglementation, nous avons en réalité capitulé". Oui, ils capitulent devant la loi du fric ! Et depuis quand enrichir les riches crée des emplois ? Ce qui coûte cher à la France, le rapport du commissariat au Plan l'explique, c'est "exiger une rentabilité financière de 13% et une rentabilité économique de 10%, car c'est intenable lorsqu'on a une croissance à 2%". Voilà les vrais responsables du chômage, de la précarité et des reculs sociaux. Au lieu de faire la chasse aux chômeurs et aux Rmistes, ce pouvoir ferait mieux de faire la chasse à ceux qui s'engraissent avec les licenciements, la précarité et les bas salaires. Ce qui coûte cher à la France et à l'Europe c'est une nouvelle aristocratie constituée de financiers, de dirigeants des très grandes entreprises, de certains responsables politiques et de quelques très hauts fonctionnaires. Le 29 mai, c'est cette aristocratie-là que le peuple français a condamnée.

À l'opposé de cette logique ultralibérale, lors du débat budgétaire, les députés communistes ont demandé de valoriser le travail, les salaires, la formation, la protection sociale, bref l'ensemble des capacités humaines et non valoriser le capital; l'établissement d'une fiscalité juste où l'impôt progressif prendra plus de place que les impôts injustes que sont la TVA et la TIPP; un impôt et un crédit qui aident ceux qui investissent, créent des emplois et pénalisent ceux qui s'enrichissent des bas salaires et du travail précaire (que vient consacrer le CNE). L'investissement public et le contrôle de l'utilité de l'argent public doivent servir de base à une nouvelle dynamique de croissance dans notre pays ■

## Marie-George Buffet dénonce ses visées politiciennes

### **Et voilà les résultats de la politique Sarkozy!**

Ses déclarations provocatrices, ses descentes dans des quartiers dont il stigmatise les populations, son abandon de la politique de prévention aboutissent à des dizaines de voitures incendiées, aux caillassages de fonctionnaires, à la tension croissante dans certaines cités. Alors qu'un travail municipal patient et la conjonction des efforts d'éducateurs, d'enseignants ou de magistrats avaient retissé des liens sociaux, tout semble jeté à bas.

La mort de deux adolescents est une tragédie qui intervient comme une terrible secousse dans une population fragilisée par la pauvreté, la précarité et les discriminations. Quand, au deuil, s'ajoutent les versions arrangées, les mensonges avérés sur un cambriolage et les provocations imbéciles, comme cette grenade lacrymogène tirée sur l'entrée d'une mosquée, tout est réuni pour l'explosion. Cette stratégie de la tension qui voit Sarkozy revenir au premier plan n'est ni responsable ni républicaine.

Comment un ministre peut-il présenter une partie de la population comme l'ennemi intérieur, "la racaille" qu'il faut "nettoyer au Karcher" ou éliminer? Sur la dalle d'Argenteuil, les commentaires les plus sévères sur la patrouille nocturne du président de l'UMP n'émanaient pas de "voyous", mais d'habitants de la cité, de parents qui discernent dans ces agissements la volonté de fabriquer un "climat de guérilla urbaine".

Après avoir allumé l'incendie, Sarkozy espérait se donner le beau rôle en rencontrant les familles. Comme à La Courneuve, où il s'était fait remettre en place par le père du jeune garçon tué par balles, il s'est heurté à la dignité des familles des victimes et n'a trouvé qu'un maigre quarteron de ses partisans pour des rodomontades devant la préfecture de Bobigny. Mais soyons sûrs que l'élu de Neuilly-sur-Seine, la ville qui compte la plus forte proportion de grandes fortunes

et les effectifs policiers en nombre pour les protéger, n'a pas éprouvé le moindre remord. Il suit imperturbablement son plan de route: draguer les voix de l'extrême droite en se posant comme un rempart face à l'insécurité... quitte à alimenter les tensions.

Les violences existent bel et bien. Les mouvements de menton du ministre de l'Intérieur ne les ont pas fait reculer. En revanche, l'insécurité sociale qui désagrège les cités populaires fait prospérer les dérives et les trafics. Faut-il rappeler que c'est dans ces populations que l'affaiblissement des services publics a les conséquences les plus douloureuses? Est-il nécessaire de rafraîchir la mémoire du ministre de l'Intérieur sur le nombre de policiers qu'il avait supprimés à La Courneuve, sur l'annulation de l'exposition universelle 2004 par la droite alors qu'elle devait dynamiser la Seine-Saint-Denis, comme le rappellent ses élus communistes? N'est-ce pas son gouvernement qui gèle les projets d'extension de tramway et de métro, enclavant des villes entières? Qui, sinon les jeunes de ces cités, seront les premières victimes de la précarisation générale de l'emploi générée par les CNE? La politique de Sarkozy est en fait celle de la discrimination négative.

Députée de Seine-Saint-Denis et secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet a déclaré: "Comment peut-on, quand on est en responsabilité de l'État et au ministère de l'Intérieur, tenir aussi peu compte de l'intérêt général? Il n'est pas tolérable de traiter de la violence uniquement en fonction de l'échéance présidentielle. Le ministre tue tout ce qui peut permettre d'avoir le droit à la tranquillité: la police de proximité, les moyens et les postes pour les collèges – où se forment les comportements, les ressources des collectivités locales. Et il vient provoquer les habitants". Elle ajoutait: "Je ne laisserai pas mettre le feu à mon département ni utiliser la population et les jeunes de Seine-Saint-Denis pour des visées politiciennes!" ■